

Le commerce international

- Grandes dates et institutions du CI



- Aspects de l'environnement marchand dans le CI

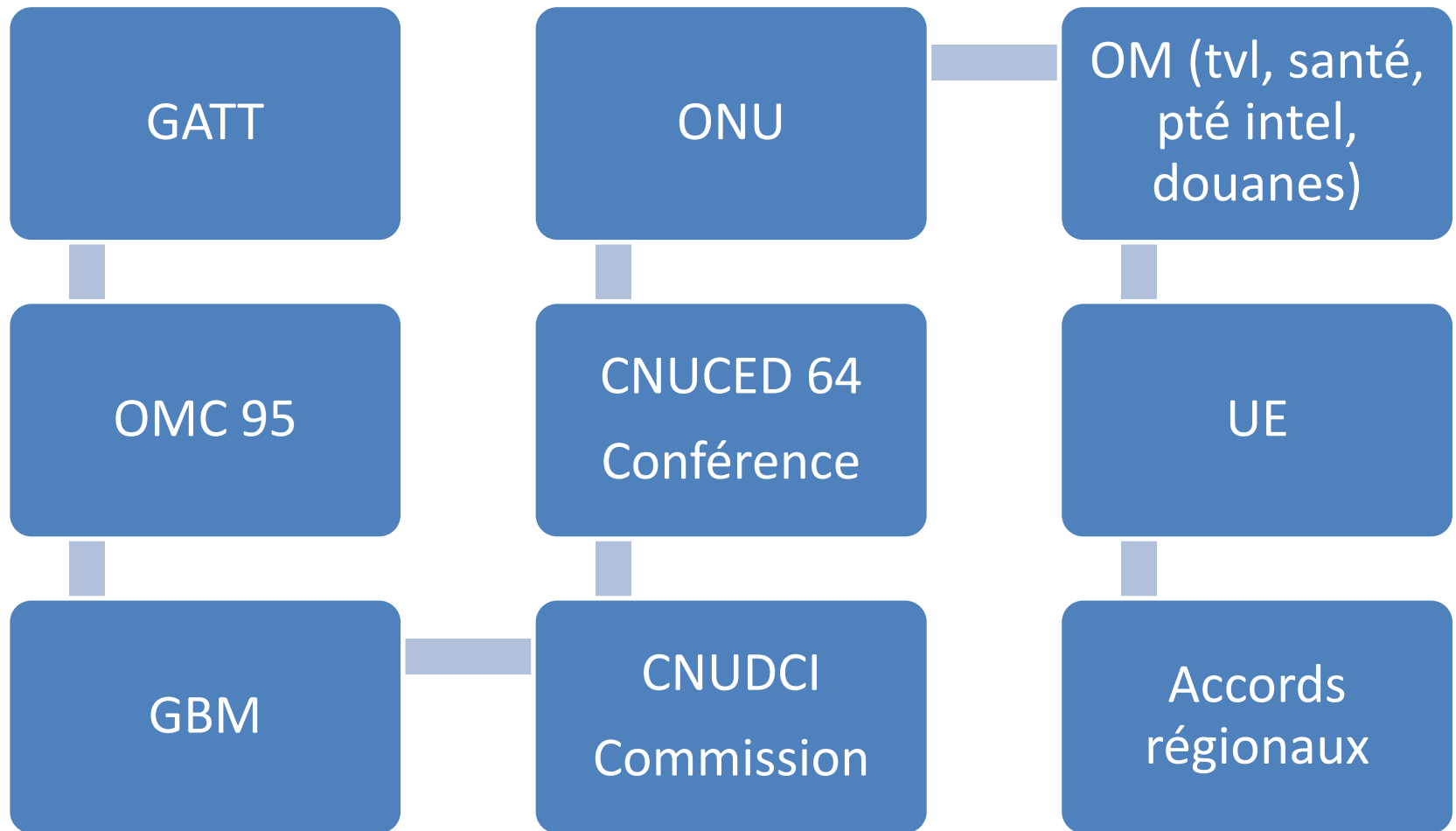


- Aspects juridiques du CI (introduction)



- Sources du CI (nationales / internationales)

Grandes dates et institutions du CI



- GBM ou Groupe de la Banque Mondiale



Banque Mondiale

Fonds monétaire international (FMI)

Société financière internationale (SFI)

AID ou Association inter de développement

MIGA Agence inter de garantie des investissements

BIRD (pr reconstruction & développement)

Accords régionaux

- AELE (Association européenne de libre-échange) Islande, Norvège, Suisse et Lichtenstein
- NAFTA (*North american free trade agreement*) ou Alena États-Unis, Canada, Mexique ALE
- Mercosur (*Mercado Comun del Sur*) Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay UD
- ASEAN (*Association of Southeast Asian Nations*) ZCE 11 membres d'Asie du Sud Est

Grandes dates et institutions du CI

Du GATT à l'OMC

Abaissement progressif des tarifs douaniers



Les droits de douane apparaissent comme de sérieux obstacles au commerce (diminution progressive de ces droits au cours de plusieurs conférences tarifaires)

Du GATT à l'OMC

Principe de Non Discrimination



Application de la « Clause de la nation la plus favorisée » : tout avantage accordé à l'un des membres par un adhérent du GATT doit, sauf dérogation, être étendu à tous les autres

Du GATT à l'OMC

Suppression des restrictions quantitatives



- Elimination des restrictions quantitatives tant sur les importations que sur les exportations, sauf dans certains cas particuliers (lors de graves déséquilibres de la balance des paiements).

Du GATT à l'OMC

Interdiction de Dumping



Condamnation des pratiques du Dumping par lesquelles un exportateur vend un produit à un prix inférieur soit au prix de revient, soit au prix de vente sur son marché intérieur.

L'OMC



Kennedy Round

Tokyo Round

Uruguay Round

Présentation CNUDCI

- La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), créée par la résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 17 décembre 1966
- Améliorer le cadre juridique pour faciliter les échanges et investissements internationaux

CNUDCI

Mandat : l'harmonisation et la modernisation
progressives du DCI



Domaines clefs du droit commercial: le règlement
des différends, les pratiques en matière de
contrats internationaux, les transports,
l'insolvabilité, le commerce électronique, les
paiements internationaux, les opérations
garanties, la passation de marchés et la vente de
marchandises

Présentation CNUDCI

Techniques de modernisation et d'harmonisation

- **Techniques législatives**

Conventions

Lois types

Guides législatifs et recommandations

Dispositions types.

Finalisation et adoption de textes législatifs

- **Techniques contractuelles**

- **Techniques explicatives**

- ***Guides juridiques***

- ***Guides pratiques et autres guides d'information***

- ***Déclarations interprétatives***

- C. Interprétation uniforme des textes législatifs: Recueil de Jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI (CLOUT)

Présentation CNUDCI

- En étroite collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Aspects de l'environnement marchand dans le CI

- Risques à l'international
 - Diagnostic export

Risques du CI

- Importateurs et exportateurs sont confrontés à de nombreux risques dans la gestion de leurs opérations CI



- R nécessitant identification + positionnement précis pour être intégrés dans la politique de sécurisation et les coûts et prix

Comment

- Objet du risque et son impact
- Nature du risque ;
- Positionnement du risque au cours de l'opération commerciale ou d'investissement...
- Problème de gestion de portefeuille de risques dans un univers aléatoire
- Identification des risques ;
- Recours aux outils internes (juridiques, financiers ou logistiques) et aux solutions
- Externes auprès des partenaires et prestataires ;
- Diversification des sources d'approvisionnements ou des marchés cibles.

Risques du CI

Risque politique (pays)

R non paiement

R éco

R de
change

R juridique

R
technique

Composantes du R pays

Politique
stricto sensu

Carence de
l'A public

Catastr
naturelles

Non
transfert

R de marché
local

Risques du CI

- d'autres risques tels que le risque fiscal, le risque sur actifs financiers, le risque sur le matériel de chantier, le risque sur le personnel (protection sociale et responsabilité civile)

Risques du CI

Qualité de l'Acheteur (A)

A public



Critère (pas de faillite ou de recours jurid)



R tjrs présumé politique

A privé



Faillite si manquement à l'O de paiement



Recours jurid + R commerciaux

Risques du CI

Pb de l'insolvabilité (A privé)

Insolvabilité



Incapacité de remplir son engagement



Causes (acte juridique, accord amiable)

Carence



Paiement impossible ou refusé (pas d'insol constatée)



Prolongée si non P malgré relances (Ass crédit)

DIAGNOSTIC EXPORT

Définition

- Démarche aux fins de **bilan objectif des forces et des faiblesses de l'entreprise (E)**.
- S'il est fait par l'E = Bilan / par un externe = Audit
- Objectif : limites des actions envisagées (nvx marchés ou partenaires + actions correctrices (investiss supplém dans les capacités de production ou compétences)
- Fonctions :

Diagnostic Export

Contenu

D commercial

- **Position marché/aspects Cce/ niveau d'internationalisation**
- **Notoriété/stratégies Marques.../ réseau de commercialisation**

D technique

- **Capacité de production /équipements/approvisionnements**
- **SAV/sous traitance/RI & D**

D financier + humain

- **Endettement/fonds de roulement/Profitabilité et capacité F**
- **Place du SC Export/compét/climat social et management**

Aspects juridiques du CI (introduction)

Dt économique
international

Dt privé
international

Conflits de lois
De juridictions

Convention de Vienne 1980

Dispositions ne sont pas censées porter atteinte



- Au Statut juridique des pays, territoires, villes ou zones
 - A leur autorité et/ ou autorités
- Au tracé de leurs frontières ou limites.

Champ d'application

Critères



- Cts à objet de Vente de marchandises
- Parties ayant leur établissement dans des États différents:
 - *Des États contractants; ou*
 - *les règles du droit international privé (DIP) mènent à l'application de la loi d'un État contractant*

Terminologie

Règles matérielles du DIP



- Règlement des différends de dt privé avec au moins 1 caractère d'extranéité
- Pbs = Conflit de juridictions (dans quel pays le litige peut être jugé+ reconnaissance des décisions judiciaires étrangères)
- Conflit de lois : quel est l'ordre juridique (pays) dont la loi s'applique

Terminologie

Règles de rattachement du DIP



- Élément de la situation juridique permettant de désigner la loi applicable (ex. lieu de situation de l'immeuble / le domicile)

Caractère (élément d'extranéité)

HYPOTHESES / SITUATIONS



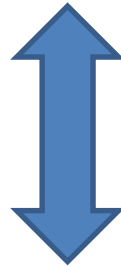
- Parties sont de nationalité différentes
 - Résidence dans des pays différents
- Liées par des engagements pris dans un autre pays que celui de leur résidence

EXCLUSIONS (d'application)

- M à usage personnel /domestique
- Saisies / VM / effets de commerce / navires et aéronefs
 - Vente d'électricité
- Cts où Obligation porte principalement sur la fourniture de main d'œuvre ou services
- Responsabilité du Vendeur (V) pour décès /
Dommages corporels causés par la Marchandise

Champ d'application – art 10

Cas de pluralité d'établissements



- L'établissement ayant la relation la plus étroite avec le contrat et son exécution
- A défaut d'établissement, la résidence habituelle en tient lieu.

FORMATION DU CONTRAT

Offre



**Proposition (précise)
Identité parties, fix Qté, Mse**



**Effet: dès qu'elle parvient au
Destinataire (se Rétracter)**

Offre



**Rétractation sans effet (après
expédition de l'acceptation)**



**Non révocable: si elle l'indique
+ si le destinataire a déjà agi**

FORMATION DU CONTRAT

Acceptation

Moment	Problème	Usages
<ul style="list-style-type: none">• Réponse destinataire parvenue au pollicitant	<ul style="list-style-type: none">• Parvient en retard (au-delà du délai ou du délai raisonnable)	<ul style="list-style-type: none">• Si A à partir d'expédition de Mse ou autre acte• Ct conclu à partir de la date d'Acceptation

Obligations des Parties

Vendeur

Livraison



**Transfert de
Pté & Risques**



Remise DOC

O de livraison

- Par remise au premier transporteur (si la vente implique le trspt + il doit conclure les Cts nécessaires et utiles)
- Par mise à disposition Mse au lieu où Vendeur a son établissement (principal)
- A la date convenue / ou à un moment pendant la période convenue / ou ds un délai raisonnable (d'après les usages)

Remise des documents

- Si remise obligatoire = lie le vendeur (s'en acquitter au moment, lieu et forme prévus)
- Si remise anticipée, le vendeur conserve droit de réparation du «défaut de conformité DOC » à 2 conditions



Dt valable jusqu'à la date prévue de remise
Dt ne causant pas un inconvénient ou frais à
l'acheteur (Dommages Intérêts)

G : Conformité des Marchandises

Portée

- Propres à l'usage
- Mms qtés que l'échantillon

Portée

- Emballage & Conditionnement conforme
- Non responsabilité du V si défaut apparent à l'achat

Responsabilité du vendeur

- Tout défaut de conformité qui existe au moment du transfert des risques à l'acheteur, même si ce défaut n'apparaît qu'ultérieurement



- Le vendeur est également responsable de tout défaut de conformité qui survient après le transfert des risques

Responsabilité du vendeur

Conformité

- **Conformité matérielle**

Aux usages habituels / usages spéciaux stipulés/
échantillon ou modèle présenté par V/emballage
ou conditionnement

- **Conformité juridique**

Délivrer M libre de dt ou prétention de tiers (ex. M
qui sert de sûreté à un créancier)

+M libre de dt d'un tiers relatif à la pté intellectuelle
(procédés de fabr, molécules, espèces végétales)

Moment d'appréciation de la Conformité

- Pcp = moment du transfert de risque à l'acheteur (Rté du vendeur des défauts de Conformité)
- Pb = défauts existant au moment de ce transfert – Risque mais Effets visibles après
 - Solution: Clauses de Garantie (supprimer datation précise du défaut par rapport à date de transfert des risques)
 - Ex. oranges périssant après transfert (ver)/machine non résistante (usage a engendré fatigue prématurée)

Conformité

- **Contrôle de conformité**

Par l'examen de Mse ds délai bref (à la livraison / si contrat de transport : dès arrivée à destination)

- **Fins de non recevoir** (mesures de sauvegarde que V peut opposer si retard dans le constat du défaut)



Cas 1^{er}: Dénoncer ds délai raisonnable et indiquer la nature précise du défaut

Cas 2: forclusion du dt de l'Ach si non déclaration ds délai de deux ans (date de remise Mse)

Cas 3 : inopposabilité des prétentions tiers au V si leur non dénonciation dans un délai raisonnable

Transfert des risques

- Risques attribués à celui qui a la maîtrise de M



- Pcp (M est au risque du propriétaire)
- Art 66-70 : perte de M après transfert de risques ne libère pas l'Acheteur de payer Prix




- SAUF si perte imputable au fait du Vendeur

Transfert des risques

- Transfert des Risques au moment de Livraison
 - Ex. au lieu contractuel
 - Ex. à l'établissement du Vendeur
- Au moment de remise au 1^{er} transporteur (à condition que Mse soit identifiée)
- Pb Vte de Mse transportée par conteneur =
transfert des risques n'est plus à la remise
retirement mais au moment de conclusion Ct

Inexécution par Vendeur

- Distinction entre Contravention essentielle et Contravention non essentielle
- 
- C essentielle = si fait incriminé cause à l'autre partie Préjudice la privant substantiellement de ce qu'elle était en dt d'attendre du Ct
 - Mixage de Sanctions (système continental, allemand, anglo saxon)

Inexécution par le Vendeur

Exéc en nature

- Ordonnée pr ventes semblables
- Acheteur accorde délai supplém

Résolution du Ct Déclarée par l'A

- Si contraventions essentielles
- Non respect par V du délai supplém

Compensation

- Stipulées par Ct lui-même
- Système des DI

DI (Aménagement du prix)

Possibilité de la réfaction



Réduction ou augmentation du prix
proportionnelle

Exécution en nature

- **Demander le remplacement de la Mse**



- (en cas de non-conformité)
 - Deux (2) conditions

Si défaut est une contravention essentielle



Avoir demandé la nouvelle livraison au moment
de dénonciation

Obligations de l'Acheteur

Paielement du prix

- Le prix doit être **préalablement fixé** (ct non valable si le prix n'y est pas précisé en dt marocain)
 - Sinon, **se référer au prix habituellement pratiqué au moment de la conclusion de Vte** (même branche de commerce)
- **Prix correspond à celui de la Mse emballée** (si transport, assurance, installation de Mse = Ct précise leur couverture par Prix)

Prise de livraison

- Acheteur = **doit accomplir tous les actes attendus de lui pour permettre au vendeur la livraison** (ex. fournir à temps moyens de trspt si c'est à sa charge + fournir infos sur port de déchargement...)
- Acheteur= **retirer Mse** (effectuer actes matériels et juridiques faisant passer la Mse dans sa puissance)

Exonération de Responsabilité

- Causes exonératoires de droit commun



- Ex. force majeure
- Clauses de révision contractuelle
 - Clause Hardship
- Théorie du fait du Prince

Les Incoterms

Solutions de Transport dans le
Commerce International

Objectif

Obligations des parties (A / V) en matière de prestations + de risques (transfert des risques) + de coûts (partage des frais du transport)



Intérêt : maîtrise de l'opération d'import (d'export par le V) de bout en bout et /ou, la détermination des assurances et intervenants

La répartition des Prestations

(Qui fait quoi)

Manutention

- Responsabilités
- Charg / décharg

Transport

- Resp par phases (pré-achem / Tspt principal)
- Post-achemin

L'emballage

- Insuff d'emball
- Clause exonératoire
Rté assureur

(Qui fait quoi)

Formalités
douanières

- Traitement douanier
- Respect Oblig douan

Ass
Marchandise

- + polices d'assu
- Règles communes

La répartition des Prestations

Assurance des Marchandises

Couverture des Dommages (D) dus au moyen de transport (nauffrage) + D **causés à la marchandise** (perte ou casse)

Les causes d'exclusion sont

le vice propre de la marchandise (structure)

le défaut d'emballage

les conséquences des sinistres (manque à gagner, préjudice de nature commercial)

La répartition des Prestations

Types de Police d'Assurance

Police au voyage : couvre une expédition pour un trajet déterminé

Police d'abonnement : couvre tous les envois (quelles que soient les marchandises et modes de transport)

Police à alimenter : couvre une série d'expéditions échelonnées de marchandises

Police souscrite par le transitaire : elle couvre les marchandises confiées (pas nécessaire de souscrire une autre assurance)

La répartition des Prestations

Respect des Obligations douanières par l'entreprise

Identifier les produits par les **Espèces tarifaires**
(nomenclature) (la Douane répertorie les
numéros d'espèce par la nature Mse et régime
applicable (= dts et taxes, doc, contingents))



Déterminer **l'origine du produit** (certif d'Origine)

Valeur Mse (assiette des dts douaniers)

Déclaration d'export / d'import

La répartition des Risques

C'est répondre à la Question suivante:

Qui est responsable pour supporter les conséquences des D d'incendie, de vol, de perte pendant le transport?



Incoterms = notion de livraison et transfert des R
(pas de mention du transfert de propriété)

La répartition des Risques

- Notion de transfert de risque (cause étrangère à l'A et au V)



- A ne pas confondre avec Resp pour Faute
 - Il y a transfert des R après conclusion définitive de la transaction (opération du CI)

Càd après accord sur acheminement et livraison de Mse

La répartition des Risques

R de
Mse

- Export l'assume jusqu'à livraison

R de
trspt

- Événements après livraison de Mse
- Livraison à bord du navire

La répartition des Risques

R de Marchandises = Trois (3) catégories

- La Perte totale de la Marchandise
- Les avaries et les manquants
- Le retard d'arrivée de la Marchandise en possession de l'Acheteur

R de Transport

- Frais supplémentaires à la charge de l'A

Conditions du Risque

Son caractère fortuit

- Cas d'endommagement ou destruction accidentelle de Mse (Resp V si avant livraison / si Faute des parties Resp contractuelle)

= Partie exerçant une puissance directe sur Mse
assume R

Individualisation de la Marchandise

- Distinction entre corps certain (bureaux ...) et chose de genre (blé, riz...)

Individualisation de la Marchandise

Avant individualisation = il faut s'assurer que
Mse endommagée est celle objet du Contrat

Résultat = incoterms à livraison directe

- Transfert de R dès mise à disposition de Mse à l'A (après individualisation / ex EXW)

Incoterms à livraison indirecte

- Où remise de Mse au transporteur opère individualisation (FOB, CIF)

Incoterms de vente au départ (aux risques de l'Acheteur)

- EXW, à l'usine
- FCA, Franco transporteur
- FAS, Franco le long du navire
 - FOB, Franco à bord
 - CFR, Coût et Fret
- CIF, Coût, Assurance et Fret (ass par vendeur)
 - CPT, Port payé jusqu'à
- CIP, Port payé assurance comprise jusqu'à

Incoterms de vente à l'arrivée

Le risque est assumé par le Vendeur jusqu'au point (lieu) d'arrivée convenu

- DAT, rendu au terminal
- DAP, déchargement par l'Acheteur
 - DDP, rendu droits acquittés

Incoterms

Transport multimodal

EXW : à l'usine

FCA : Franco transporteur

CPT : Port payé jusqu'à

CIP : Port payé, assurance comprise, jusqu'à

DAT : Rendu au terminal

DAP : Rendu au lieu de destination convenu

DDP : Rendu droits acquittés

Incoterms

Transport Maritime et Fluvial

FAS : Franco le long du navire

FOB : Franco à bord

CFR : Coût et Fret

CIF : Coût, Assurance et Fret

Ex Works

L'unique obligation du **vendeur (V)** est de **mettre la marchandise à disposition dans son entrepôt**



L'acheteur (A) supporte le chargement et le transport jusqu'à la **destination finale, en plus des frais + assurances + formalités et risques**

FCA Free Carrier

Le V remet la marchandise au transporteur principal (maritime)

Il est choisi et payé par l'A

Le transfert des risques s'opère au moment de chargement de la marchandise

Le V prend en charge le transport jusqu'à la destination finale + les frais + **assurances + formalités et risques**

CPT Carriage Paid To

V choisit le transporteur + paie le fret (prix et coût du transport) jusqu'à destination
+ dédouanement de la marchandise à l'export
+ assurance à la charge de l'acheteur



Transfert des risques du V à A au moment où la marchandise est remise au transporteur principal

CIP Carriage & Insurance Paid

Mécanisme du CPT



Mais Assurance transport contre le risque de
perte ou de dommage de la marchandise par
le V

DAT

Delivered At Terminal

V se charge du transport et du déchargement de la marchandise au terminal du **port ou au lieu de destination convenu.**



Transfert de risque à partir de ce moment-là.

A = formalités douanières + droits et taxes
d'import

DAP

Delivered At Place

V assume le transport des marchandises + coûts
et risques jusqu'au point de livraison convenu



A assume le déchargement + les formalités +
droits et taxes d'importation

DDP

Delivered Duty Paid

Coûts et risques assumés par V

Dédouanement à l'export et à l'import + toutes les taxes par V

Marchandises acheminées jusqu'au lieu de destination



A remplit leur déchargement

FAS

Free Alongside Ship

V livre la marchandise le long du navire + frais au port d'embarquement convenu

V se charge formalités et frais à l'export

Transfert des risques et frais à l'A à ce moment

FOB

Free On Board

V = livraison de la marchandise à bord du cargo
+ les frais au port d'embarquement convenu

V = dédouaner la marchandise à l'export

Transfert des risques et frais à l'A à partir de ce
moment

CFR

Cost and Freight

V s'occupe du transport et ses frais jusqu'au **port de destination**

V = formalités d'export et règlement des droits et taxes y afférents

A = règlement des frais à l'arrivée des marchandises au port de destination + formalités à l'import

CIF

Cost, Insurance and Freight

Mécanisme du CFR



Mais Assurance maritime contre le risque de
perte ou de dommage de la marchandise par
le V

Innovations 2020

DPU au lieu du DAT

Problème de multitude d'intervenant sur le
Terminal



DPU (Delivered at Place Unloaded) où V chargé
de remise de la marchandise déchargée au
lieu de destination convenu (qu'il soit un
terminal, un entrepôt ou autre...)

Innovations 2020

FCA

FCA enrichi de l'option « connaissance à bord »
(OBL = On-board Bill of Lading)



Acheteur responsable du transport et obligé de
remettre la preuve de chargement à bord au V
(document de transport ou connaissance)

Innovations 2020

Assurance CIP

La couverture d'assurance devient tous risques
pour l'incoterm CIP



La combinaison Assurance en CIF n'est pas
modifiée